

Déclaration

La guerre ... Nous ne l'accepterons jamais !

Les déclarations du Chef d'Etat Major des Armées au Congrès des Maires de France ont consterné, tant le fossé est grand, maintenant entre le chef d'état, son gouvernement et la population et ses représentants les plus proches. Affirmer que « *nous devons accepter de perdre nos enfants* » est un déni à l'humanité et aux citoyens qui portent l'idée de la Paix et de son développement. Avec cette surenchère militariste c'est un affront aux femmes qui font naître et aux parents qui éduquent les générations futures. C'est une insulte au travail de coopération, d'entente, de solidarité que font quotidiennement les Maires dans leurs fonctions. En gérant les écoles de la république, en installant les jumelages des villes, en honorant les monuments de guerres qui portent les noms de plusieurs générations d'enfants ceux-ci œuvre à l'entente des peuples et savent très bien ce que « *perdre les enfants* » veux dire dans la réalité.

La CGT condamne ce discours qui n'est qu'une suite logique de la volonté politique de nous installer dans une économie de guerre et son lot de renoncements.

Il est grand temps de changer les choses et de proposer une autre conception politique. Les débats sur les budgets, dont ceux des armées, sont à notre disposition pour agir.

Depuis deux semaines, le président de la République, chef des armées a une nouvelle fois endossé son costume de chef de guerre pour annoncer la signature d'un accord militaire avec l'Ukraine. Il a également évoqué la transformation du SNU sans être plus précis sur les suites (retour à la conscription, Service National Volontaire...). Il a été aussi annoncé l'augmentation en nombre de la Reserve Militaire. Ces annonces inquiètent à juste titre la population en France.

En 2022 la CGT a fermement condamné l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Nous continuons à le faire et à demander le traitement économique et les solutions diplomatiques pour aller sur un cessez le feu et des négociations de paix. Pour cela il faudrait renforcer l'effectivité réelle des sanctions contre la Russie et de la nécessité d'utiliser les fonds russes gelés en Europe.

L'Europe et singulièrement la France continuent à acheter le pétrole russe et financent ainsi l'économie de guerre russe.

Au lieu proposer la mobilisation sa jeunesse il est temps que la France, appelle activement à un cessez le feu, entre la Russie et l'Ukraine, sous l'égide de l'ONU et de l'UE. Nous devrions construire ensemble des initiatives fortes de la communauté internationale assurant une paix durable pour toutes les populations de la région et faire que les livraisons d'armements soient soumises au respect des accords internationaux. La mise en place un Pôle Public National de Défense serait garant de l'indépendance et de la souveraineté de notre pays en matière d'armement. Il permettra, entre autres, de remettre cette question des armements, de leur production et de leur vente au bon endroit : à l'avis citoyen et à la représentation nationale. Il en va de même pour la défense nationale.

Il faut rappeler que les armes ne sont pas des marchandises, que les dépenses militaires mondiales ont dépassé les 2 700 milliards de dollars en 2024 alors que l'humanité a besoin de justice sociale, de solidarité et d'une paix durable.